



**Manifestation nationale,
Samedi 19 septembre 2009**

Alain Carrupt, président central du Syndicat de la Communication

En période de crise, les entreprises saines doivent soutenir la consommation et l'emploi

La crise frappe de plus en plus durement notre pays. Le chômage augmente massivement et touche surtout les jeunes. Dans ce contexte dramatique, la Poste envisage non seulement de supprimer 2'500 emplois, mais aussi de renoncer à toute augmentation salariale pour 2010. Une telle attitude est scandaleuse et irresponsable. Il est temps que la Confédération rappelle vertement aux dirigeants de la Poste que les entreprises publiques – et de service public - ont une responsabilité sociale et économique particulière et que la politique du profit à tout prix n'y a pas sa place. Il est inconcevable qu'au moment où la Confédération investit des milliards pour soutenir l'économie et sauver des emplois, une entreprise publique qui a fait plus 800 millions de bénéfice en 2008 veuille supprimer des milliers d'emplois et geler les salaires. C'est tout simplement inacceptable et nous ne l'acceptons pas. En période de crise, les entreprises saines ont le devoir de soutenir la consommation et l'emploi.

Fort de cette conviction, les syndicats exigent de la part de toutes les entreprises qui se portent bien ou qui disposent des ressources suffisantes des hausses générales de salaires de 80 à 120 francs ainsi que des mesures en faveur de l'emploi. Ces exigences sont un droit pour les salariés mais aussi une nécessité pour l'économie.

Aux entreprises qui veulent au contraire saper les efforts communs pour la reprise, aux entreprises qui veulent profiter de la crise pour affaiblir la position des travailleurs, nous sommes déterminés à répondre par toutes les mesures de lutte qui sont à notre disposition. Y compris la grève. Et nous voulons dénoncer aujourd'hui la Zuvo à Zurich qui a décidé des réductions de salaires massives. Cette mesure antisociale frappe plus de 2'000 distributeurs de journaux, qui comptent déjà parmi les salaires les plus bas. Devant le refus de l'entreprise de négocier, les travailleuses et travailleurs concernés, les syndicats de la Communication et Comedia ont pris la décision qui s'impose: la grève.

Bravo à ces employés souvent en situation précaire qui ont le courage de dire non aux réductions de salaire, non à l'injustice sociale. Ces travailleuses et travailleurs méritent notre soutien et notre respect.



SYNDICAT DE LA COMMUNICATION

Tous ensemble nous devons dire non à une société qui sans vergogne veut continuer à tolérer des salaires et des bonus indécents, non à une société qui accepte qu'on s'attaque aux salaires les plus bas.

Nous disons non aujourd'hui à l'inéquité salariale, nous dirons non dans les négociations, nous dirons non dans la rue, nous dirons non par la lutte syndicale et chaque fois que cela sera nécessaire, nous dirons non par la grève.